

DÉBAT PUBLIC PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

DU 19 MARS AU 30 JUIN 2018

CAHIER D'ACTEUR

N°177 JUILLET 2018



Spécialisée dans la prospective énergétique et sociétale, Virage Énergie réalise et met en débat des outils de sensibilisation et d'aide à la décision publique pour limiter l'utilisation d'énergie et de ressources naturelles de nos modes de consommation, de production et d'échange actuels.

Nous étudions les gisements d'économies d'énergie et des réductions des émissions de gaz à effet de serre résidant dans l'efficacité et la sobriété énergétique, le développement des énergies renouvelables ainsi que leurs impacts en termes d'emplois.

Contact

Virage-Énergie
23, Rue Gosselet
59000 LILLE

contact@virage-energie.org
<http://www.virage-energie.org>

facebook.com/VirageEnergie/
twitter.com/VirageEnergie

VIRAGE ÉNERGIE

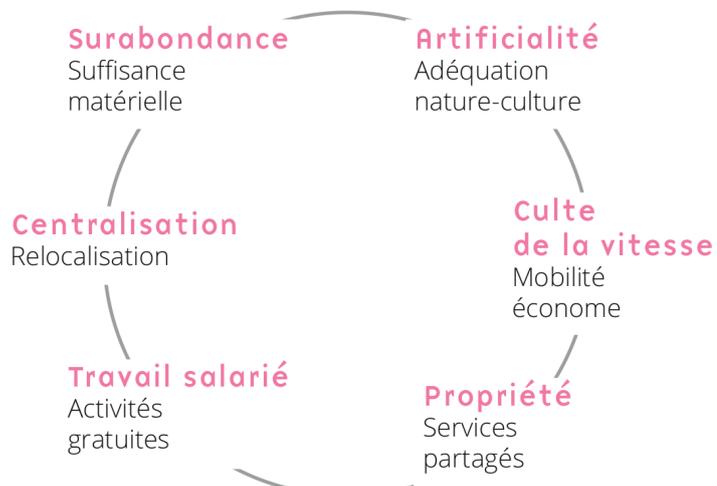
De l'ébriété à la sobriété énergétique

La maîtrise de la consommation en énergie primaire est tout aussi pilotable par la puissance publique que le déploiement des énergies renouvelables – elle doit donc avoir toute sa place au sein de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) et du débat.

La Programmation Pluriannuelle de l'Énergie doit se structurer autour d'une démarche de sobriété énergétique : l'article 176 de la Loi Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) précise en effet que « la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie se fonde sur des scénarios de besoins énergétiques associés aux activités consommatrices d'énergie, reposant sur différentes hypothèses d'évolution ».

En l'état actuel, le document du maître d'ouvrage ne fait pas l'effort de cet exercice, et tend à analyser la production et les consommations d'énergie comme des données exogènes.

La sobriété en 6 axes stratégiques transversaux DE L'ÉBRIÉTÉ À LA SOBRIÉTÉ



MAÎTRISE DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE PRIMAIRE ET POLITIQUES PUBLIQUES

La maîtrise de la consommation en énergie primaire est tout aussi pilotable par la puissance publique que le déploiement des énergies renouvelables. Elle doit donc avoir toute sa place au sein de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie, et du débat public sur la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie.

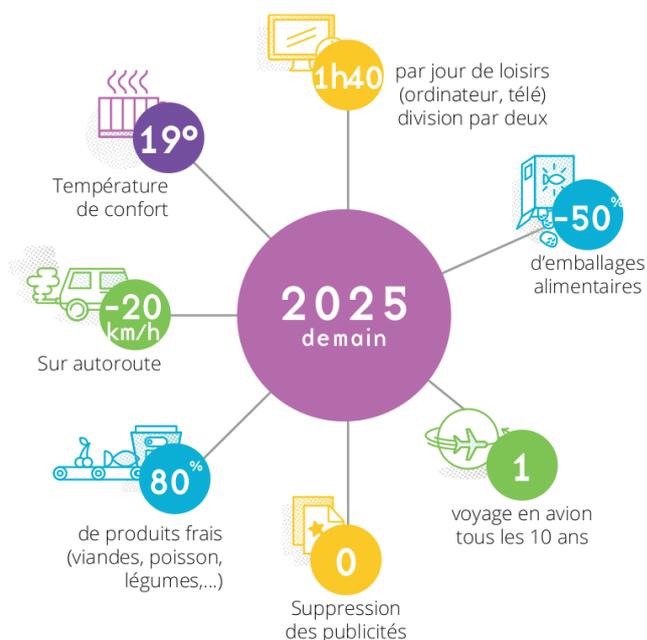
C'est sur l'offre que portent essentiellement les stratégies affichées de politique énergétique et les principaux programmes d'actions mis en œuvre. Pourtant, la maîtrise de la demande d'énergie, et donc de la consommation, constitue un axe indispensable à une véritable transition énergétique.

Les politiques portent sur la « renouvelabilité » et l'efficacité énergétique, qui sont intimement liées à la technique et aux progrès technologiques. Il s'agit, d'une part, de créer de nouvelles technologies pour capter, transformer et produire des énergies renouvelables, et d'autre part, d'améliorer techniquement les machines afin qu'elles consomment une quantité d'énergie moindre pour un service énergétique équivalent.

La plupart des politiques publiques qui sont menées au nom de la transition énergétique aujourd'hui en France, semble surtout s'appuyer sur ces deux leviers d'action. **En revanche, ces politiques ne prennent pas en compte le paradoxe de Jevons, "l'effet rebond", selon lequel la diminution de la quantité d'énergie nécessaire à la production d'un service énergétique va être compensée, complètement ou en partie, par une augmentation des usages, conduisant finalement à une hausse globale de la consommation énergétique, ou au mieux à une stabilisation.** Si la puissance publique n'a aucune vision sur ces usages ni aucun moyen de les infléchir, elle risque fort de voir sa politique énergétique vouée à l'échec.

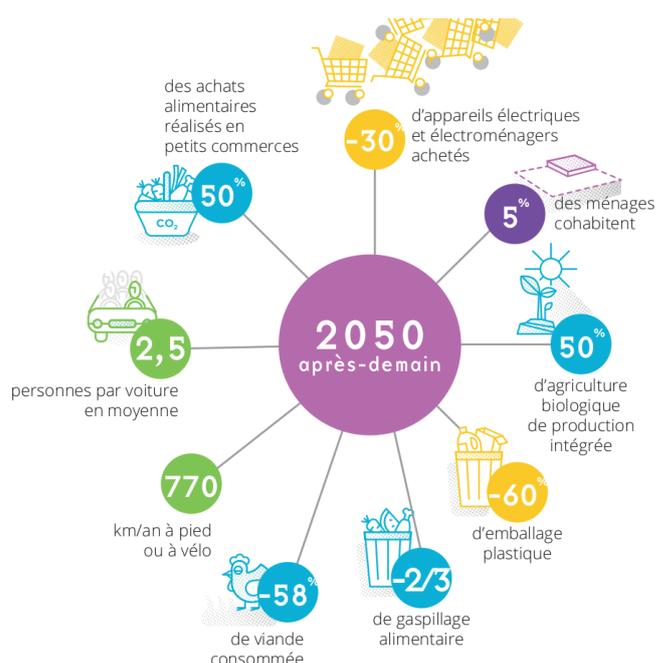
Afin d'avoir une politique énergétique fonctionnant sur deux pieds au lieu d'un, et d'éviter les effets rebond, une troisième approche, orientée sur la maîtrise de la demande, en termes de **sobriété énergétique**, est nécessaire et complémentaire aux deux précédemment citées.

Il ne s'agit évidemment pas de limiter autoritairement les usages par des mesures de contingentement ou de rationnement, mais de changer les pratiques de consommation



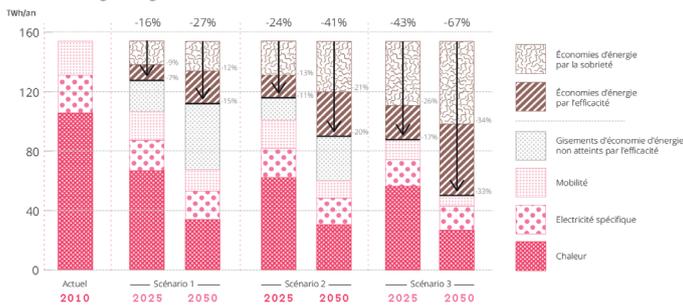
au travers de politiques publiques portant sur l'éducation, la formation et l'incitation.

Par ailleurs, les mesures de sobriété gagnent fortement à être intégrées à un système cohérent et global de politiques publiques. L'écueil des contre-mesures, qui viennent restreindre, voire annuler, les bénéfices d'une politique publique menée dans n'importe quel domaine en faveur de davantage de sobriété, brouillent la lecture des citoyens comme celle des décideurs. En matière de mobilité, par exemple, une politique de tarification du stationnement automobilistes ?



LA SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Réduction des consommations d'énergie territoriales par usage à l'horizon 2025 et 2050 en Nord-Pas de Calais
Source : Virage-énergie Nord-Pas de Calais, 2015



La sobriété énergétique est une démarche qui vise à réduire les consommations d'énergie par des changements de comportement, de mode de vie et d'organisation collective (moins usage de la voiture, alimentation plus locale et de meilleure qualité...).

Une démarche de sobriété énergétique partant des besoins en services énergétiques pour les ramener au plus près de leur utilité réelle devrait être mise en œuvre. Pour répondre à l'urgence climatique, la réduction rapide et drastique des émissions de gaz à effet de serre (GES) passe évidemment par l'efficacité énergétique mais celle-ci n'est pas à même de répondre pleinement à la temporalité, de surcroît en période de raréfaction de l'argent public et des capacités d'investissement.

Le terme de sobriété est relativement mal accepté, car il est souvent mal compris, étant synonyme pour certains de restriction drastique ou de retour en arrière, voire de politique d'austérité.

Bien au contraire, la sobriété énergétique interroge nos rapports à l'usage de l'énergie et induit de nouvelles normes sociales pour faire évoluer les pratiques, les comportements et les modes d'organisation collective. La question énergétique ne se réduit donc pas simplement à une optimisation des dispositifs techniques, mais conduit à une interrogation sur le rôle et la place de la technique dans notre société (*et à ce qu'elle génère comme dépendance énergétique*), sur le rapport entre l'énergie et les modes de vie (*mobilité, habitat, alimentation, loisirs, etc.*), ainsi que sur notre rapport au temps (*la vitesse – numérique ou physique – requiert de grandes consommations d'énergie*).

Une politique structurelle de sobriété énergétique vise à prioriser les transformations sociétales et les solutions techniques sur notre territoire et appliquées à des secteurs bien définis : alimentation et agriculture, biens matériels, déplacements, aménagement du territoire, bâtiments et production d'énergie. Il s'agit d'identifier leurs complémentarités, leurs contradictions et leurs conditions de mise en œuvre à court, moyen ou long terme.

Ce travail de prospective permet aussi de représenter par des éléments concrets, comme les habitudes alimentaires, les biens consommés chaque année ou les modes d'habiter, les cobénéfices d'une réduction de l'empreinte énergétique ou environnementale dans le cadre de vie et les actions du quotidien.

La sobriété énergétique consiste en une réduction volontaire de la consommation et de la demande énergétique individuelle et collective, réalisée à travers des changements de comportements, mais aussi par conséquent de valeurs, de normes sociales, d'organisations et de systèmes, au profit d'autres moins intensifs en termes d'énergie consommée.

La sobriété doit s'exercer au niveau individuel, en modifiant nos habitudes quotidiennes (*température du logement, moyens de déplacement*), mais aussi à l'échelle collective, en lien avec l'organisation des villes (*rues piétonnes, ramassage scolaire, commerces de proximité, etc.*). Il faut mobiliser des acteurs qui sont généralement peu impliqués dans les questions énergétiques, à savoir, les citoyens (*consommateurs*) et leurs représentants, car il s'agit d'une révolution de nos comportements individuels et collectifs bien plus que d'une révolution technologique.

En apparaissant comme un objectif de la LTECV de 2015, la démarche de sobriété cesse d'être une simple utopie d'environnementaliste pour devenir un enjeu tangible de politique publique.

Ainsi, les pouvoirs publics peuvent mettre en place des normes et dispositifs collectifs afin de brider ou d'orienter des dynamiques de consommation. Ils peuvent également mettre en place des mécanismes incitatifs et instructifs pour orienter les comportements et enclencher la mutation du mode de vie actuel.

LE RÔLE PRÉPONDÉRANT DE LA SOBRIÉTÉ POUR RÉUSSIR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET SOCIÉTALE

La densité énergétique relativement faible de l'énergie solaire nécessite une quantité importante de matériaux pour la conversion de cette énergie. Cela exclut un développement des énergies renouvelables qui satisferaient notre consommation d'énergie actuelle.

Parallèlement au développement des énergies renouvelables, la diminution de notre consommation d'énergie est donc incontournable ... et l'article 1er de la LTECV inscrit l'objectif de réduire la consommation énergétique finale de 50% en 2050 par rapport à la référence 2012, en visant un objectif intermédiaire de 20% en 2030.

Les leviers de sobriété ont l'avantage de pouvoir être rapidement mis en œuvre et sont relativement peu coûteux par rapport au déploiement de solutions techniques. Si les gisements théoriques d'efficacité énergétique (*notamment l'amélioration des performances énergétiques des équipements*) sont considérables, ces solutions techniques sont difficiles à mettre pleinement en œuvre du fait des contraintes financières, matérielles ou réglementaires.

Cela souligne le nécessaire changement de modes de vie et d'organisation collective pour diminuer les consommations d'énergie et les pressions environnementales. La demande d'énergie, ainsi réduite, entre en adéquation avec l'offre énergétique locale et 100 % renouvelable. C'est le moyen de réduire la dépendance aux énergies fossiles et de sortir de l'énergie nucléaire.

Les bénéfices collatéraux ne manquent pas pour engager un réel virage énergétique à l'appui de transformations sociétales : diminution des dépendances aux ressources naturelles, réduction de la vulnérabilité aux risques technologiques, amélioration de la santé et de la qualité de vie générale des populations et de leur environnement, créations d'emplois durables et de qualité... Les résultats vont bien au-delà du seul objectif de réduction des consommations énergétiques.

La sobriété ne peut être considérée comme une fin en soi, mais comme un levier pour construire un modèle de société soutenable aux multiples cobénéfices pour les populations et leur environnement.

La sobriété énergétique peut devenir une politique structurante qui répondrait en parallèle aux questions sociales (*précarité*), environnementales (*qualité de l'air, dérèglement climatique...*) ou encore sanitaires (*alimentation et santé*). De nombreux leviers politiques existent et peuvent faciliter cette transition.



Les illustrations présentées sont extraites du document « Mieux vivre en région Nord-Pas de Calais / Synthèse - Pour un virage énergétique et des transformations sociétales », janvier 2016.